

# LA COMMUNICATION ÉLYSÉENNE

« Pourquoi parler à la télé et pas sur les réseaux sociaux cette fois-ci ? » demande Brigitte Macron en maillot de bain à son président d'époux. « Les jeunes ne savent pas ce que c'est que l'Afghanistan », répond le chef de l'État, lové dans un transat appuyé contre les créneaux du fort de Brégançon, sa résidence estivale. En une du *Canard enchaîné*, le dessin de Lefred-Thouron résume bien l'été 2021 d'Emmanuel Macron.

73

Deux jours plus tôt, au journal de 20 heures de TF1, le président expliquait solennellement à plus de six millions de Français, pour beaucoup après une journée à la plage en ce début du mois d'août, ce qu'il fallait penser du retour des talibans à Kaboul. Peu auparavant, il était apparu sur les téléphones portables pour vanter la vaccination, contrant les cris – « Liberté ! » – de centaines de milliers de manifestants hostiles au « passe sanitaire » qui, de Bayonne à Toulon, le soupçonnent de manipulation. Entre le 2 et le 6 août, le chef de l'État a publié pas moins de douze vidéos sur son compte Instagram, dont la plus commentée le fait apparaître en tee-shirt noir. De courtes pastilles réalisées de sa main rappelant celle de décembre 2020 dans laquelle il surgissait, les yeux brillants de fièvre, de la thébaïde versaillaise où l'avait isolé la Covid-19.

Tout au long d'un quinquennat jalonné de crises, le président quadragénaire est partout : en bras de chemise pour conduire, de mairie en mairie, le grand débat national en réponse à la crise des « gilets jaunes » ; l'air grave à la télévision pour annoncer le confinement du pays ; dans les colonnes de la presse quotidienne régionale pour donner le cap des réformes ; très rarement en conférence de presse. Et aussi, comme une marque de ce quinquennat, sur ces applications aux noms barbares nés d'internet – Facebook, Twitter, YouTube, Instagram, Tik Tok, Snapchat –,

progéniture d'une époque mondialisée, inquiète, éruptive, où la vitesse le dispute à l'éphémère.

À la différence d'autres grandes démocraties tels la Grande-Bretagne et les États-Unis, pas de porte-parole à l'Élysée. La courte expérience de David Martinon en 2007-2008 mise à part, la parole du président-monarque reste sacrée : il est le seul à pouvoir la porter.

Sous toutes ses formes, par tous les temps, garder le lien avec le pays. Communiquer. Et tenter, toujours, de contrôler le message.

74 « Puisque ces mystères me dépassent, feignons d'en être l'organisateur. » La formule du personnage du photographe de la pièce de Jean Cocteau *Les Mariés de la tour Eiffel* (1921) sied à merveille à la communication de l'Élysée, exercice de funambule qui, à l'instar de l'ouvrage de Pénélope, demande à être sans cesse remis sur le métier. De vœux du Nouvel An en 14 Juillet, de 8 Mai en 11 Novembre, de déplacements en région en tournées à l'étranger, de réforme en réforme, de crise en crise. Organiser les mystères du pouvoir, par temps calme mais surtout quand souffle la tempête, telle est la mission de myriades de grands manitous, plumes, conseillers, diplomates, attachés de presse et autres petites mains, au service et avec la complicité tantôt active, tantôt subie, du locataire du bureau présidentiel.

« Transformer les décisions en explications » : c'est la définition proposée par Franck Louvrier, conseiller en communication durant tout le quinquennat de Nicolas Sarkozy, longévité rare sous la V<sup>e</sup> République<sup>1</sup>. « À la différence de la conquête du pouvoir, là tu es dans l'exercice du pouvoir, tu ne te positionnes pas par rapport à un concurrent mais face aux millions de Français qui veulent savoir ce que tu fais », explique le maire de La Baule. Pendant cinq ans, cet homme affable a répondu jour et nuit aux journalistes sans hausser le ton, calmant le jeu après les emportements d'un patron mi-haï, mi-adulé par l'opinion, mettant en scène des sujets aussi divers que le divorce et le remariage du président, des réformes difficiles comme celle des retraites et une crise sans précédent de la zone euro. « Nicolas Sarkozy partait d'un principe : la question n'est pas de savoir si ça va se savoir mais quand. À partir de là, il vaut mieux être organisateur qu'en défensive », dit-il en souvenir d'une époque charnière marquée par une triple révolution : le quinquennat, internet et le téléphone portable.

---

1. Sauf mention contraire, les citations données dans le texte proviennent d'entretiens avec l'auteure réalisés entre mai et septembre 2021.

## DE LA FAÇONDE GAULLIENNE À LA PAROLE RARE

Sous Charles de Gaulle, les choses étaient plus simples. Le 25 mars 1959, le Général, revenu aux affaires l'année précédente, donne sa première conférence de presse de président de la République devant un demi-millier de journalistes convoqués au salon Murat du palais de l'Élysée. Avant lui, le chef de l'État, à la tête d'un régime parlementaire, n'avait pas à s'exprimer de la sorte et entrer ainsi – on s'en offusqua à l'époque – dans le salon des Français. « Les conférences de presse de De Gaulle ? Magiquissime ! s'enthousiasme Clément Leonarduzzi, conseiller en communication d'Emmanuel Macron. L'imaginaire français, la posture sacralisée, la faconde : pour moi, c'est le *must* du *must*. Impossible à reproduire aujourd'hui tellement l'époque est différente. »

Six décennies après en effet, comment ne pas être fasciné par les images en noir et blanc de cet officier aux bras immenses, aux mains mobiles, assis sur une estrade devant un rideau de brocart ? À l'heure des balbutiements de la télévision, l'homme du 18 Juin a le sens de la formule. De la « *punchline* », dirait-on aujourd'hui, et bon nombre d'entre elles lui ont survécu : « On peut sauter comme un cabri en disant "l'Europe, l'Europe, l'Europe", mais ça n'aboutit à rien ! », « Pourquoi voulez-vous qu'à 67 ans je commence une carrière de dictateur ? ». Décor majestueux, acteur principal qui ne l'est pas moins et public masculin docile : les questions sont négociées en amont avec les journalistes, que de Gaulle traite en coulisses de « stylographes », ce qui n'empêche pas tout le monde d'applaudir à la fin. Ministre de l'Information à partir de 1962, Alain Peyrefitte supervise même la trame du journal télévisé, avant de faire évoluer les choses vers légèrement plus d'indépendance des médias.

Après l'ère compassée du Général, la présidence Pompidou se montre un peu plus ouverte sur la vie privée du chef de l'État, qui, avec son épouse Claude, fait entrer le design et l'art contemporain sous les plafonds peints de l'Élysée. Tandis que l'ORTF vit ses dernières heures, le président se prête lui aussi à l'exercice des conférences de presse. Dans une séquence mémorable, le 22 septembre 1969, son amour de la poésie lui fera citer Paul Éluard en réponse à une question sur les amours interdites entre une professeure de lettres, Gabrielle Russier, et l'un de ses élèves, menant au suicide de l'enseignante.

La vraie rupture arrive avec Valéry Giscard d'Estaing, inventeur de codes et de modes d'expression encore de mise aujourd'hui. Audacieux et plus irrespectueux qu'il n'en a l'air, le président de 48 ans au parcours de haut fonctionnaire et à la diction typique de la grande bourgeoisie

veut rompre avec la pompe gaullienne. Faire neuf, jeune, sportif, sur le modèle américain.

Dans la course à l'Élysée de 1974, il s'offre les services de Jacques Hintzy, de l'agence Havas, pour qui « on élit un homme, pas un programme », et consulte Joseph Napolitan, ancien conseiller du président Kennedy. Sa fille aînée, Valérie-Anne, s'occupe de la campagne, sa cadette, Jacinte, pose à ses côtés sur ses affiches collées par des militants vêtus d'un tee-shirt « Giscard à la barre ». Une campagne filmée par Raymond Depardon, qui devra attendre près de trente ans pour avoir le droit de diffuser son documentaire, retenu par le président commanditaire qui en était aussi le propriétaire.

76 Dans sa déclaration de candidature, « Giscard » exprime son désir de « regarder la France au fond des yeux » – « au fond des œufs », s'amuse Thierry Le Luron, humoriste star de l'époque. Cassant tous les codes, y compris une fois élu, le président se laisse filmer en maillot de bain pendant ses vacances à Saint-Jean-Cap-Ferrat, sur des skis à Courchevel, joue de l'accordéon à la télévision. Il convie des éboueurs maliens à un petit-déjeuner à l'Élysée, s'invite à dîner chez les Français, à qui il présente ses vœux pour 1976 aux côtés de son épouse, Anne-Aymone, devant un feu crépitant. Plus que tout, Valéry Giscard d'Estaing comprend l'importance de la télévision, compagne quotidienne des Français, qui n'étaient qu'un tiers à être équipés au départ de De Gaulle. La boîte à images, désormais en couleurs, est entrée dans les foyers et les cafés du pays. « Du point de vue de la communication, Valéry Giscard d'Estaing est certainement le président le plus disruptif de la V<sup>e</sup> République », estime Gaspard Gantzer, « monsieur Com' » de François Hollande entre 2014 et 2017 : « On s'est parfois moqué de lui mais je ne peux que m'incliner devant sa modernité, la qualité et l'ampleur des prises de risque. Quarante ans après, on ne fait au fond que singer ou répéter ce qu'il a inventé dans les années 1970. »

L'isolement inhérent à la fonction, la crise économique et les tensions sociales grignoteront le capital sympathie du président désireux d'apparaître à l'aise avec toutes les catégories de Français, qui finiront par lui reprocher sa morgue et une certaine distance. Comme si le destin se jouait de lui, Valéry Giscard d'Estaing, pionnier de la communication politique, quitte l'Élysée sur un coup d'éclat aussi raté qu'inoubliable : une séquence télévisée où, le visage défait, il met la France entre les mains de « la Providence », lui dit « au revoir » et sort de la pièce, de longues secondes plus tard, au son de *La Marseillaise*.

Les quatorze années de règne qui suivront, celles du « sphinx » François Mitterrand, marqueront un certain apogée de la communication

présidentielle orchestrée par le duo Jacques Pilhan-Gérard Colé, rejoints par le publicitaire Jacques Séguéla. L'organisation de l'agenda présidentiel en séquences, la parole rare, les effets de surprise, les émissions spéciales, l'appel à l'imaginaire par des rites puissamment métaphoriques : autant de recettes concoctées à ce moment-là pour un président érudit, duplice, mystérieux et... atteint d'un cancer. Une maladie que ses proches s'évertueront à dissimuler. Tout comme l'existence de sa fille, Mazarine, secret bien gardé y compris dans la sphère médiatique.

En tirant le meilleur parti de la magnificence inhérente à la fonction présidentielle, ses conseillers sauront faire oublier un début de septennat difficile et impopulaire, sanctionné par une cohabitation à partir de 1986. « Colan et Pillé », comme les surnomme *Le Canard enchaîné*, mettront en scène le lien entre la France éternelle et un chef de l'État qui gravit, chaque week-end de Pentecôte, la roche de Solutré, en Bourgogne. Et moderniseront l'image d'un dirigeant lettré que d'habiles formules – « La force tranquille », « Génération Mitterrand » – feront paraître tantôt proche des jeunes, tantôt protecteur, tantôt garant de la France des villages et des clochers.

77

Ils lui souffleront la mutine réplique lancée à Yves Mourousi sur le plateau de TF1, le 29 avril 1985. « Vous savez ce que c'est que "chébran", Monsieur le Président ? » demande le présentateur vedette. « C'est déjà un peu dépassé, vous auriez dû dire "câblé" », rétorque celui que la France surnomme gentiment « Tonton ». Renaud, idole des jeunes, en fera une chanson – « Tonton, laisse pas béton » – qui contribuera à sa large réélection en 1988.

François Mitterrand le séducteur, qui donne presque exclusivement la parole aux journalistes femmes lors des conférences de presse des Conseils européens, laissera dans l'histoire du débat politique des moments d'une qualité exceptionnelle sur le fond et sur la forme, tel le duel télévisé en 1992 à la Sorbonne face à Philippe Séguin, à propos du traité de Maastricht.

Jacques Pilhan restera au service de Jacques Chirac, dont la fille Claude prendra les rênes de la communication, épaulée par Laurent Glépin et Agathe Sanson. Dans un paysage encore dominé par les médias traditionnels, la parole présidentielle est distillée avec parcimonie, pour ne pas dire pénurie, entre deux voyages à l'étranger. L'homme qui a refusé d'engager la France dans la guerre en Irak choisit des diplomates pour sa communication internationale : Catherine Colonna et Jérôme Bonnafont, futurs ambassadeurs de France. Une habitude que ses successeurs auront tendance à abandonner, au profit de purs communicants. Plutôt distant avec les journalistes, le président vient parfois à leur rencontre en voyage,

les saluant de sa grande main – « Les meilleurs sont là ! » –, pour une causerie informelle dans le hall de son hôtel devant une bière et un bol de cacahuètes.

De retour en France, le chef d'État ancré en Corrèze, amateur de tête de veau, qui tâte le cul des vaches lors d'interminables visites au Salon de l'agriculture, tient à son image d'homme du terroir. Sans parler, ou si peu, de ses passions secrètes. « Chirac était un très bon comédien. On a découvert, surtout après sa mort, son goût raffiné des arts asiatiques alors qu'il a laissé dire durant toute sa carrière politique qu'il aimait l'humour gras et la Corona... Emmanuel Macron, lui, ne sait ou ne veut pas jouer ce jeu-là », souligne Sylvain Fort, pilier de l'équipe de communication de ce dernier jusqu'en 2019. Le style Chirac, c'est aussi des formules comme le fameux « abracadabrantésque » lâché à la télévision en septembre 2000 ou le prémonitoire « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs » dans un discours sur le réchauffement climatique prononcé en Afrique du Sud en 2002.

Dernier président de l'ère pré-internet, Jacques Chirac peut se permettre de se taire des semaines entières, comme durant la canicule de l'été 2003, qui tue des dizaines de milliers de personnes âgées en France. En l'absence du chef de l'État, en vacances au Canada, c'est le ministre de la Santé, Jean-François Mattei, qui s'adresse à la France en deuil, en polo, à la télévision. Une désinvolture qui lui coûtera son ministère. Tout aussi impensable aujourd'hui est le silence présidentiel durant les troubles de l'automne 2005, trois semaines de violences dans les quartiers populaires déclenchées par la mort de deux adolescents à Clichy-sous-Bois, le 27 octobre. Le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, est en première ligne pour contenir l'embrasement dont parle le monde entier. Jacques Chirac n'interviendra à la télévision que le 14 novembre, six jours après la proclamation de l'état d'urgence.

#### PRÉSIDENTENCE AGITÉE VS PRÉSIDENTENCE « NORMALE »

Durant la campagne présidentielle de 2007, de nouvelles venues appelées chaînes d'information en continu ne laissent aucun répit aux candidats de tête – Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal, François Bayrou –, suivis du matin au soir par des hordes de caméras avides de mouvement et de nouveautés. Dès l'élection de son patron, Franck Louvrier leur donne accès à la salle de presse du Palais, devant lequel des reporters infatigables, qu'il faut nourrir de l'aube au crépuscule, passent des heures sur le trottoir en duplex, en direct. Fini, le silence organisé, reléguée, la

présidence rare, place à l'hypercommunication. « Il y a une accélération avec le quinquennat qui fait que le président est à la fois Premier ministre, ministre des Sports, ministre de l'Intérieur », remarque Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'institut de sondages Ifop.

Loué autant que critiqué pour son énergie débordante doublée d'un franc-parler et d'un volontarisme qui sied à l'électorat de droite, auquel il s'adresse en priorité, Nicolas Sarkozy est d'emblée surnommé « l'hyper-président ». Prenant en main toutes les séquences jadis dévolues au Premier ministre, il reçoit des « victimes » à l'Élysée, multiplie les déplacements, s'expose sans filtre, y compris lorsqu'il monte quatre à quatre les marches de l'Élysée après un jogging matinal.

Le samedi 23 février 2008 au Salon de l'agriculture, il frôle un visiteur qui refuse de lui serrer la main. « Touche-moi pas, tu me salis », lance l'irrité au chef de l'État. « Casse-toi alors, casse-toi, pauv' con », murmure entre ses dents un président agacé qui n'a pas encore appris à se méfier de la fonction « caméra » des téléphones portables. Filmée par un spectateur, la scène, devenue virale, est rachetée par *Le Parisien*. L'Élysée est pris de court. « On s'est rendu compte qu'on n'avait pas les outils pour répondre à cela, à part une personne qui s'occupait du site de la présidence », reconnaît Franck Louvrier. Le service de veille internet de l'Élysée était né. De cet épisode, Nicolas Sarkozy fera un mea-culpa. « Ce fut une bêtise que je regrette encore aujourd'hui. En agissant ainsi, j'ai abaissé la fonction présidentielle », écrit l'ex-président dans *La France pour la vie* (2016).

79

Au-delà de l'anecdote, cet épisode témoigne de l'irrespect croissant à l'égard du personnel politique auquel doivent se confronter tous les communicants de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. « Avant Sarkozy, on n'avait jamais osé insulter un président, note Marion Burlot, attachée de presse à l'Élysée à la fin du quinquennat de François Hollande et responsable du service de presse au début de celui d'Emmanuel Macron. Ce n'est pas un problème de personne mais d'une certaine frange de la population qui a décidé que la fonction présidentielle ne vaut plus rien. »

Comment hisser un président « normal » à la hauteur de la fonction ? Le sujet occupera beaucoup les communicants de François Hollande – Christian Gravel d'abord, Gaspard Gantzer ensuite, avec une incursion de l'ancien présentateur de télévision Claude Sérillon.

En rupture avec son prédécesseur, le président socialiste rate le coche assez vite après son élection au printemps 2012. Son style tout en rondeur tranche avec la fougue sarkozyste. Il décroche, disparaît, part en vacances. « Résultat : au moment de l'intervention du 17 septembre sur TF1, il est

déjà dans les cordes et subit le syndrome de délégitimation notamment par la droite, qui pensait qu'il avait manqué une semaine de campagne à Nicolas Sarkozy pour gagner, se souvient Frédéric Dabi. Les Français, même ceux qui ne l'aimaient pas, ont été biberonnés à un Sarkozy omniprésent et ils ont ressenti une forme de vide. François Hollande a eu tout de suite une forme d'impopularité tranquille, il n'avait pas le costume. » S'ouvre alors une ère ouverte où le chef d'État qui dit ne pas faire de différence entre la presse et les Français explique lui-même sa politique, multipliant les rencontres « off » et les textos aux journalistes, avec lesquels il s'est parfois lié d'amitié. Si ses équipes tentent d'organiser les choses, elles ne peuvent rien quand le président prend lui-même les choses en main.

80 Dans la rubrique « cauchemar de com' », l'affaire dite Leonarda, en octobre 2013, reste un cas d'école. Depuis plusieurs jours, la France s'émeut du sort d'une Kosovare de 15 ans interpellée dans un bus scolaire du Doubs en vue de son expulsion. Dans les couloirs du pouvoir, le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, et le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, s'opposent sur l'épilogue à donner à ce feuilleton médiatique : l'un veut garder toute la famille sur le sol français, l'autre non. François Hollande tranche et, plutôt que de faire un communiqué, annonce à la télévision que Leonarda et sa sœur pourront rester en France si elles le souhaitent. « C'est mort », réagit aussitôt l'adolescente devant les caméras installées dans le salon familial. « Ce qui est grave, c'est que les chaînes d'information aient pu me mettre, moi, prenant une décision, en face de la famille de Leonarda. Comme s'il y avait une équivalence dans les prises de parole, regrette huit ans plus tard François Hollande. Ce n'était pas à moi de parler. »

Une actualité tragique lui donnera l'occasion de retrouver la solennité inhérente à sa fonction : les attentats de janvier et novembre 2015, les plus graves jamais commis en France par temps de paix.

« L'allocution présidentielle du soir du 13 novembre 2015 est sans doute la communication la plus importante que j'ai faite », considère l'ancien président. Prévenu au Stade de France des attaques en cours, le chef de l'État est interrogé tôt dans la soirée : quand va-t-il s'exprimer ? « Je prends cette décision : je m'exprimerai quelle que soit l'heure, quand j'aurai une vision complète de ce qui s'est produit. Il fallait attendre la fin de la prise d'otages, attendre que le conseil des ministres ait décrété l'état d'urgence et savoir si on avait neutralisé les terroristes complices ou directement en cause. À minuit, je décide de parler. » L'intervention est en direct, sans filet. « J'avais un plan en tête mais je ne savais pas quels

mots j'allais utiliser. J'arrive devant mon pupitre, il n'y a qu'une caméra. Je dois dire à la fois ce que j'ai ressenti de ce qui nous arrive, "horreur", "acte de guerre", les décisions prises, et un mot pour les familles. Je sais que je dois être court, cinq-six minutes. Je sais comment commencer mais pas comment je vais finir. Pour que cette intervention marque les esprits, il faut qu'elle vienne du plus profond de soi-même et non donner l'impression d'être formatée. Elle ne saurait non plus être désordonnée: qu'est-ce qu'on penserait d'un président qui cherche ses mots, qui bredouille, qui hésite ? » raconte-t-il d'une traite. « Je savais que les Français ne regarderaient peut-être pas cette allocution mais qu'elle allait rester dans l'Histoire, poursuit-il. Même si après je fais une deuxième intervention moins solennelle, plus lourde d'émotion puisque je suis sur les lieux mêmes du Bataclan, je sais qu'elle aura moins de force que celle de l'Élysée, ce qui montre l'importance du lieu lui-même. » François Hollande le pudique n'en dira pas plus sur ce moment d'émotion pure. « Il a eu beaucoup de mal à se faire maquiller avant l'intervention, se remémore Marion Burlot, qui était à ses côtés. On voyait le père qui s'inquiétait pour ses enfants, il voyait ces jeunes de leur âge, ces noms, ces images horribles. C'est la première fois que je le voyais vraiment touché. Je me suis dit qu'il allait pleurer pendant la déclaration, mais non, il a beaucoup pris sur lui. »

81

Quand l'heure est grave, quand un pays aussi monarchique que la France est meurtri, engagé ou attaqué, une intervention solennelle du président reste l'expression reine. « La meilleure forme de communication, tout bien pesé, c'est l'allocution présidentielle, confirme François Hollande. On va directement auprès des Français, on va entrer chez eux, ils seront au rendez-vous quelle que soit l'heure, et on va être entendu. Ce qui fait la force et le prestige de la fonction, et sa majesté sans doute, c'est qu'à un moment on se tourne vers la personne qui décide de notre avenir. »

À chaque fois, les sondages ne s'y trompent pas. Plus vingt points de pourcentage pour François Mitterrand au moment de l'invasion du Koweït en août 1990. Plus dix points pour François Hollande après les attaques de novembre 2015. Plus quinze points pour Emmanuel Macron à l'annonce du premier confinement du pays, en mars 2020.

Deux jours après la dramatique journée du 13 novembre, malgré le deuil et l'effroi qui étreignent la France, François Hollande honore, à la surprise de ses hôtes, le rendez-vous avec les journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme, qui préparent un livre sur lui. Le président pense au récit d'Alain Peyrefitte sur les années de Gaulle, au *Verbatim* (1993) de Jacques Attali sur la présidence Mitterrand. Lui qui a fait un peu

de journalisme au début de sa carrière ne se doute pourtant pas que l'ouvrage en cours d'élaboration contribuera à le démonétiser au pire moment de son quinquennat, au point de le faire renoncer à briguer un second mandat. « Ce n'est pas parce qu'ils regardaient des matches de foot ensemble, qu'ils partageaient des pizzas ou des barbecues qu'ils n'allaient pas utiliser les informations, déplore Gaspard Gantzer, tenu à l'écart de ce projet. Il a cru que l'amitié prévaudrait, que son pouvoir de conviction ou de séduction s'imposerait. Or il est tombé sur deux journalistes qui ont un rapport froid et clinique à leur sujet et qui n'ont pas hésité à utiliser toute la matière qui leur était fournie sur le ton de la confiance amicale. » François Hollande ne regrette pour sa part que deux choses : le titre et la date de parution du livre, qu'il n'a pas demandé à relire. « Le titre était un problème car, le pacte entre nous, c'était précisément "Le président dit aux Français". Le paradoxe, c'est que ce livre est plutôt à mon avantage mais que le titre et quelques phrases tirées de leur contexte ont donné l'impression que c'était une faute. »

82

## QUAND JUPITER DESCEND DANS L'ARÈNE

Tout au long du quinquennat, un homme a observé tout cela de près, comme conseiller du président installé dans les soupentes du Palais, puis comme ministre de l'Économie : Emmanuel Macron.

Lorsqu'il arrive aux affaires en mai 2017, au terme de ce qui s'apparente à un formidable hold-up, le président élu a retenu la leçon. Il coupe les liens avec les journalistes : quasi silencieux le premier été, il maintient la presse à bonne distance lors des déplacements, envisage de n'emmener avec lui que des spécialistes du sujet du voyage et veut fermer la salle de presse de l'Élysée, qui sera sauvée après un long combat des rédactions épaulées par l'Association de la presse présidentielle. « Ils sont arrivés le couteau entre les dents, échaudés par la campagne, persuadés que les journalistes leur voulaient du mal », raconte Marion Burlot en référence à l'équipe de jeunes loups fidèles au président, où l'on trouve Sylvain Fort, Sibeth Ndiaye, première conseillère du quinquennat à prendre les rênes de la communication au quotidien, et Ismaël Emelien, conseiller spécial du chef de l'État. Interrogé sur ces débuts, Sylvain Fort s'inscrit en faux. « Il n'y a eu aucun ressentiment, assure-t-il. De la campagne n'est en aucun cas née l'idée que la presse méritait d'être punie d'une manière ou d'une autre, qu'il fallait lui rendre la monnaie de sa pièce. Ensuite, que le président ait voulu maintenir une distance, c'est certain : c'est son côté grand brûlé du quinquennat Hollande. » Pour Bruno

Roger-Petit, ancien journaliste entré au service du chef de l'État au début du quinquennat, « la volonté d'Emmanuel Macron n'était pas de créer une rupture mais de remettre chacun à sa place, de sortir d'un système de connivence qui s'était établi sous les deux quinquennats précédents. À partir du moment où vous avez un livre de journalistes qui empêche un président de se représenter, c'est un sujet. Il fallait que la presse retrouve la place qu'elle avait sous Mitterrand et Chirac. Quitte à ce que cela soit perçu comme brutal et désagréable ».

Malmené ou non, le quatrième pouvoir reprendra ses droits en révélant en juillet 2018, dans les colonnes du *Monde*, l'affaire Alexandre Benalla, qui referme une première séquence pour la jeune présidence. Les agissements de cet homme de confiance d'Emmanuel Macron qui s'est fait passer pour un policier lors d'une manifestation rejaillissent sur l'Élysée, où le couac de com' est immédiat. « Quand l'affaire est sortie, il n'y avait aucune information de la part des équipes du président. Certains se sont cassés en week-end, j'avais deux mille journalistes au téléphone et rien à leur dire », se souvient Marion Burlot. Trois ans après, si tout le monde au « château » (le surnom du palais de l'Élysée) veut croire que cet épisode « n'était pas l'affaire d'État qu'on a voulu en faire », Sylvain Fort reconnaît que le retard à l'allumage a contribué à faire durer le malaise : « Une crise qui n'est pas prise à la racine dans les vingt-quatre ou quarante-huit heures, ça échappe et ça ne se rattrape jamais, et c'est malheureusement ce qui s'est passé. »

83

Bruno Roger-Petit, envoyé en catastrophe à l'époque devant les caméras pour tenter de formuler une réponse, y voit une mésaventure typique des lieux. « J'ai lu beaucoup de livres, de mémoires de ceux qui ont travaillé dans cette maison, et je suis frappé de voir que c'est toujours la même histoire qui s'écrit », dit début septembre 2021 celui qui fera bientôt office de « monsieur Mémoire » de l'Élysée, dans son bureau où le portrait officiel d'Emmanuel Macron joute celui, un peu jauni, de François Mitterrand. « Vous avez toujours des électrons libres dans l'orbite présidentielle qui peuvent générer des turbulences, précise-t-il. C'est l'histoire des gardes du cardinal et des mousquetaires du roi. Une ontologie de la maison qui procède d'une ontologie présidentielle qui dit que tous les présidents veulent être libres par rapport à leur entourage. Et donc ils inventent des entourages, qui constituent l'entourage. Tous le font et ils en sont parfaitement conscients. »

Une crise peut en cacher une autre, bien plus profonde. À l'automne 2018 surgit un malaise social d'un genre nouveau : les « gilets jaunes », Français exaspérés qui réclament à la fois d'être consultés par référendum, de payer moins d'impôts, de vivre décemment de leur travail, d'offrir un

avenir à leurs enfants. Au-delà des revendications, la demande d'écoute et de considération est immense. Dans cette atmosphère de prise de la Bastille, la réponse doit viser juste.

Celle du président tiendra en deux mots: un « grand débat » qui le fait descendre dans les salles communales, à deux pas des ronds-points où des révoltés réclament parfois sa tête. Un choix risqué qui clive au château. « J'étais favorable au contact direct, mais la situation avait évolué de façon si radicale qu'il y avait vraiment un important risque dans la mise en œuvre », reconnaît Sylvain Fort. Avec le recul, Bruno Roger-Petit n'y voit que des avantages: « Le grand débat lui a permis de poser cette légitimité: vous m'avez élu président, ce n'est pas le fruit du hasard, vous êtes un peuple formidable, je vous reconnais comme tel et vous me reconnaissez comme président. »

84 Après être ainsi descendu dans l'arène, le chef de l'État distant que ses partisans surnommaient Jupiter – « celui qui fait tomber la foudre au bon endroit », sourit Bruno Roger-Petit – se transforme peu à peu en homme à tout faire de la communication, intervenant sur tous les fronts en évitant, le plus souvent, la contradiction. L'accélération est nette avec la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 qui inquiète, sidère et enferme le pays début 2020. Une période inédite que suivra au plus près le conseiller en communication du président Clément Leonarduzzi, successeur de l'éphémère Joseph Zimet.

« Nous sommes en guerre », « quoi qu'il en coûte »: ces formules clés du quinquennat sont prononcées à ce moment-là, lors d'allocutions télévisées synonymes de records d'audience. Le confinement du pays est annoncé le 16 mars, au terme d'une journée d'une tension extrême. « Il y a une humilité totale devant l'épidémie, on voit ce qui se passe et le président décide en conscience que c'est le moment d'agir et de protéger », relate Clément Leonarduzzi. Emmanuel Macron « peaufine, met en bouche, met sa patte, sa main, ses mots, son intonation », et se lance. Dans la France en passe d'être enfermée, plus de trente-cinq millions de personnes regardent cette adresse enregistrée une demi-heure à l'avance, un record qui sera battu un mois plus tard, le lundi 13 avril, quand le président fixe au 11 mai l'objectif de sortie de crise. Ce jour-là près de trente-sept millions de téléspectateurs sont au rendez-vous, presque deux fois plus que devant une finale de Coupe du monde de football gagnée par la France. « Si on cumule les réseaux sociaux et ceux qui écoutent, on fige 90 % des gens », calcule l'Élysée. Même satisfaction pour l'allocution du 12 juillet 2021 devant une image de la tour Eiffel, qui engendre cinq millions de vaccinations contre la Covid-19 les jours suivants.

Efficace. « Nous ne sommes ni partisans de la présidence ultra-rare ni de la présidence bavarde mais il faut que ce soit “performatif” : parler au bon moment, au bon public... parler de la France avec les Français », explique Clément Leonarduzzi.

Entre deux allocutions solennelles et trois déplacements, le président multi-instrumentiste s’invite sur tous les supports. Frédéric Dabi le compare à Fregoli, acteur italien célèbre pour ses multiples changements de costume. Résultat, des séquences aux allures d’inventaire à la Prévert : en une semaine, on voit le chef de l’État recevoir à l’Élysée les blogueurs McFly et Carlito, mis à contribution pour inciter les jeunes à se faire vacciner, donner un entretien-fleuve de vingt-trois pages sur son amour de la France dans le magazine *Zadig* et prononcer à Kigali un discours historique sur le rôle de la France dans le génocide de 1994 au Rwanda. « Une allocution solennelle devant trente millions de gens, c’est ultra-présidentiel, une discussion avec des maires dans une petite commune, c’est présidentiel, et une discussion directe *via* un téléphone portable avec des adolescents, c’est aussi être président. La République, c’est la France tout entière », résume Clément Leonarduzzi, pour qui la communication multicanale est une nécessité. « Dans le moment que l’on vit, où tout est brouillé et éphémère, ajoute-t-il, la politique de la chaise vide ne peut être une solution. » Au risque de se perdre ? « On sait que la parole politique désordonnée, anarchique, abîme beaucoup la politique, mais on ne peut pas tout maîtriser. La leçon du quinquennat, c’est qu’il n’y a plus de juste distance : ce sont des “*stop and go*”, du pilotage au plus près, il ne peut pas y avoir de doctrine absolue », dit Sylvain Fort, avant de préciser : « Ce n’est évidemment pas ma tasse de thé, mais il n’y a pas le choix. L’interview aux *Échos* ou à *Challenges*, aucun ado ne va la voir. Ce qui est resté de la doctrine de départ, c’est le refus persistant d’un rapport de connivence : le président ne fait pas de dîners de journalistes. »

85

Franck Louvrier, approché pour travailler auprès d’Emmanuel Macron, déplore une communication « erratique, sans stabilité, trop collée au moment » : « Il a construit un personnage mais lequel ? Il est un objet non identifié parce que la théorie du “en même temps” fragilise, elle ne stabilise pas. » Gaspard Gantzer le constate en riant : « On est passé de Jupiter au président “youtubeur” ! »

Interrogé fin août 2021 sur sa définition de la communication élyséenne, à l’orée d’une campagne déjà synonyme d’effervescence médiatique exacerbée, presque douloureuse, Jacques Séguéla calme le jeu en citant François Mitterrand : « Est élu l’homme, la femme, qui raconte à son

peuple l'histoire qu'il a envie d'entendre à ce moment donné de son Histoire. À la condition expresse d'en être le héros crédible.»

---

R É S U M É

---

86 *Des conférences de presse de Charles de Gaulle en majesté sous les ors de l'Élysée à la grouillante frénésie des réseaux sociaux des années François Hollande et Emmanuel Macron, en passant par la télévision toute-puissante des ères Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, le surgissement d'internet, du téléphone portable et des chaînes d'information en continu dont le pouvoir s'est affirmé sous Nicolas Sarkozy, coïncidant avec le quinquennat, la communication de l'Élysée ne cesse de se réinventer. Elle demeure un élément essentiel de l'action présidentielle, qu'elle met en scène pour mieux la faire comprendre, au risque d'être dénoncée comme un maquillage suspect. La multiplication des supports médiatiques, l'accélération des séquences et le scepticisme d'une partie croissante de la population constituent de vertigineux défis pour les présidents et les communicants de demain.*